Un million de signatures pour une banque publique européenne

L'Humanité du 24 juillet revient sur l'université d'été du Parti de la gauche européenne qui s'est tenue ce week-end en Grèce qui a décidé de lancer en septembre une grande campagne citoyenne : un million de signatures pour la création d'une banque publique européenne, qui prête directement aux Etats, évitant les plans d'austérité.

Pour Jean-Emmanuel Ducoin qui signe l'éditorial : "Tous les outils européens doivent être démocratiquement contrôlés au profit d'une nouvelle croissance".

"L'éditorial de Jean-Emmanuel Ducoin : "Une traduction ? "

« La langue de l Europe, c est la traduction./ » Cette savoureuse plaisanterie d Umberto Eco nous est revenue en mémoire, l autre jour, lorsque nous avons entendu un dirigeant européen oser une prophétie. « /Le pire est derrière nous/ », disait-il avec l assurance crâne de ceux qui se raccrochent à leur croyance plutôt qu aux faits. Voici leur croyance : depuis le dernier sommet européen, fin juin, les chefs d État et de gouvernement auraient « /infléchi/ » les politiques de la chancelière Merkel, (de Mario Draghi ou de Jean-Claude Junker, et, pour (la 19e fois depuis le début de la crise en 2009, ils auraient « /sauvé l Europe/ ». Voici les faits : non seulement la crise progresse en prenant des formes plus sournoises encore, mais, le fameux pacte budgétaire Merkozy, soi-disant revisité, est resté intact et risque de s abattre sur (les peuples des États membres&

François Hollande lui-même s est arrangé avec la réalité. En affirmant que l Europe avait été « /réorientée/ » (sous-entendu « /dans la bonne direction/ »), il s est bien gardé de dire que le pacte budgétaire, qui menace de cadenasser l Europe dans l austérité, devrait s imposer coûte que coûte. Il n est donc pas exagéré d écrire que le président de la République n a pas (honoré la promesse (du candidat répétée (à maintes reprises, celle de « /renégocier le traité/ ». L habillage, qui a consisté à ajouter un paragraphe sur la croissance, n a rien modifié. Sinon, comment expliquer que le gouvernement ait annoncé la nécessité d économiser 33/milliards d euros supplémentaires, (au détriment d investissements ? Ne cachons pas (la vérité. Le traité pour la stabilité, la coordination (et la gouvernance (TSCG) est si pervers qu il imposerait une valeur juridique contraignante, avec obligation de ratification par les États et modification des constitutions nationales si nécessaire. Sans parler des dispositions (qui pousseraient encore les feux des privatisations, toujours au bénéfice de la sacro-sainte concurrence&

Face à la gravité de la situation, et aussi parce qu elle est cachée aux citoyens, le directeur de l Humanité, Patrick Le Hyaric, a décidé de lancer dans nos colonnes, il y a quelques jours, une grande pétition pour « un référendum sur le nouveau traité européen ». Au nom de la démocratie. Au nom de la souveraineté populaire. La question est (en effet assez simple : ce maudit traité s imposera-t-il aux peuples sans que ceux-ci aient la parole ? En somme, reproduira-t-on l erreur historique de la rédaction du traité de Lisbonne, sans tenir compte du « /non/ » de 2005 ?

Si ce traité allait au bout de sa ratification, les chances de rejeter l austérité comme moyen de sortir (de la crise subiraient un rude coup. Nous savons, par exemple, que la mise sous contrôle public et démocratique du secteur bancaire et la transformation radicale de l architecture néolibérale de la zone euro et de l UE sont les seules solutions pour s inventer un nouvel horizon. Tous les outils (existants et les nouveaux le budget de l UE, (les institutions financières, le système bancaire doivent être (démocratiquement contrôlés et orientés vers un nouveau type de croissance. Comme le propose le Parti de la gauche européenne (PGE), cette réorientation porte une première exigence : la création d une banque européenne publique, contrôlée démocratiquement pour un développement social, écologique et solidaire. Qui a besoin d une traduction (pour comprendre qu il s agit d un moyen efficace (pour arrêter le bras armé des saigneurs de la finance ?"

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne